



***Location, installation et maintenance de systèmes de sécurité électronique (vidéoprotection, alarme anti-intrusion, contrôle d'accès) et services associés pour les bâtiments de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (DAAF)***

***Cahier des clauses administratives et techniques particulières***

**1. Contenu du marché**

**1.1. Forme du marché**

Le marché est conclu à la suite d'une procédure adaptée.

**1.2. Allotissement**

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement technique ni géographique.

**1.3. Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Il est ensuite reconductible tacitement trois fois, par périodes successives d'un an, soit une durée maximale de quatre ans, sauf décision contraire de l'acheteur notifiée au titulaire au moins deux mois avant la date d'échéance de la période en cours.

## **2. Modalités d'exécution des prestations**

### **2.1. Prestations attendues**

Le présent marché a pour objet la location, l'installation, la mise en service et la maintenance préventive et corrective de systèmes de sécurité électronique dans les bâtiments de la DAAF.

Les systèmes concernés comprennent :

- La vidéoprotection (caméras intérieures/extérieures, enregistreurs, stockage, écrans)
- Les alarmes anti-intrusion (centrales, détecteurs, claviers, sirènes, transmission)
- Le contrôle d'accès (lecteurs, badges, centrales, gâches, serrures électromagnétiques)

Les prestations concernent le site de la DAAF, sis Jardins Desclieux à Fort-de-France, et comprenant 4 bâtiments administratifs (A B, C, D) et un dépôt d'archives (E), pour une surface utile brute globale de 3200 m<sup>2</sup>.

Une centaine d'agents travaillent sur le site.

Le titulaire devra réaliser une visite technique préalable sur site avant l'installation des équipements.

### **2.2. Spécifications techniques générales**

L'ensemble des matériels proposés devront répondre aux exigences suivantes :

- Être conformes aux normes en vigueur (CE, NF, EN, etc.)
- Être neufs
- Être adaptés aux conditions climatiques tropicales et notamment posséder un indice de protection IP66 minimum pour les équipements extérieurs exposés.

Les équipements restent la propriété du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire a l'obligation de les assurer contre tout dommage ou vol.

#### **Cybersécurité et protection des données**

Dans son offre technique, le titulaire doit respecter [les recommandations de l'ANSSI](#) relatives aux systèmes de vidéoprotection connectés, et la [note technique de l'ANSSI "Recommandations de sécurité pour la mise en œuvre de dispositifs de vidéoprotection" \(2013\)](#).

Le titulaire doit également s'engager à effectuer un audit de sécurité annuel.

#### **Livraison, installation et mise en service**

Le titulaire est responsable de l'installation, de la configuration, de la mise en service, des tests de bon fonctionnement et de la formation des utilisateurs.

## **Dossier technique**

Le titulaire devra remettre un dossier technique contenant :

- les plans de câblage et schémas d'implantation
- un manuel d'utilisation détaillé
- des procédures d'exploitation et de maintenance
- les fiches de tests et PV de recette signés
- les certificats de conformité et attestations de performance

## **Maintenance préventive**

Le titulaire définit et met en œuvre un plan de maintenance préventive basé sur :

- Les obligations réglementaires et normatives en vigueur
- Les préconisations des constructeurs
- Les contraintes environnementales du site (climat tropical)
- La criticité de chaque équipement pour la sécurité

Toute proposition de fréquence de passage différente devra être explicitement justifiée dans l'offre, sur la base de documents constructeurs, normes APSAD, ou obligations légales.

Chaque intervention de maintenance préventive comprendra *a minima* :

- une vérification fonctionnelle et visuelle de l'ensemble des équipements, selon une check-list fournie par le titulaire dans son offre ;
- un nettoyage des équipements accessibles sans moyen de levage spécifique ;
- pour les équipements en hauteur ou à accès restreint, le nettoyage sera réalisé :
  - soit à l'occasion d'une maintenance corrective ou d'une intervention planifiée ;
  - soit sur demande expresse de l'administration, avec chiffrage préalable ;
- la mise à jour logicielle si nécessaire ;
- un test de bon fonctionnement de tous les équipements ;
- la remise d'un rapport d'intervention détaillé dans les 48 heures ouvrées.

## **Maintenance curative**

Le titulaire assurera une maintenance selon les délais suivants, définis par criticité :

Panne critique (sécurité compromise) :

- Prise en charge : 2 heures ouvrées maximum
- Rétablissement : 4 heures ouvrées maximum

Panne majeure (fonctionnalité principale indisponible) :

- Prise en charge : 4 heures ouvrées maximum
- Rétablissement : 8 heures ouvrées maximum

Panne mineure (fonctionnalité secondaire) :

- Prise en charge : 8 heures ouvrées maximum
- Rétablissement : 24 heures ouvrées maximum

## **Obligation de résultat**

L'obligation de résultat inclut le maintien des performances initiales des systèmes, la

correction des défaillances et la remise en état sans limitation de nombre d'interventions.

Les interventions ne doivent pas conduire à une indisponibilité du matériel supérieure aux délais précités. À défaut, le titulaire doit obtenir l'accord du responsable désigné par le donneur d'ordre et assurer la mise à disposition, à titre gratuit, du matériel de remplacement de niveau et de qualité identiques ou supérieurs.

### **Garantie**

Une garantie complète pièces et main d'œuvre sur toute la durée du marché est assurée.

### **Traçabilité**

Le titulaire devra fournir :

- un planning prévisionnel de maintenance,
- un registre d'intervention,
- une traçabilité des appels d'incidents,
- un carnet de maintenance accessible en ligne via plateforme sécurisée ou, à défaut, au format numérique fourni sous 48 heures sur demande.

### **Sécurité des données et conformité RGPD**

Les dispositifs de vidéoprotection devront respecter la réglementation CNIL. Le titulaire assistera l'administration dans ses démarches déclaratives auprès de la CNIL.

Les données enregistrées devront être :

- sécurisées et chiffrées (algorithme de chiffrement AES-256 minimum),
- stockées localement ou sur serveur privé interne sécurisé,
- conservées selon la réglementation en vigueur,
- détruites automatiquement à l'expiration des délais légaux.

Le titulaire garantit la mise en conformité RGPD de tous les traitements (accès, conservation, destruction) et devra signer une clause de confidentialité garantissant que les données ne feront l'objet d'aucun traitement externe sans accord préalable.

### **Télésurveillance et services associés**

Il est attendu :

- un abonnement de télésurveillance 24h/24, 7j/7 via alarmes, capteurs, caméras, liaison GSM/internet
- un abonnement pour un dispositif d'astreinte destiné à des interventions de sécurité (levée de doute, rondes, sécurisation des lieux). Suite à l'appel du PC de télésurveillance, des agents de sécurité formés à la prévention du risque doivent pouvoir intervenir rapidement sur les lieux d'effraction pour :
  - effectuer une ronde extérieure complète avec vérification des issues,
  - rendre compte au PC qui prévient des correspondants de la DAAF préalablement désignés en cas d'anomalie constatée,
  - sécuriser les lieux en cas d'effraction en attendant l'arrivée des forces de l'ordre prévenues par le PC de télésurveillance.

Il est également attendu :

- un abonnement pour l'ouverture et la fermeture du site les jours ouvrés, avec mise hors ou en service du système d'alarme. Un jeu de clé est remis au titulaire. À la fermeture du site, une ronde extérieure doit être effectuée pour contrôler les ouvrants accessibles.

Les horaires d'ouverture/fermeture du site sont du lundi au vendredi : 06h30-19h30.

### **2.3. Spécifications techniques par système**

#### ***Exigences minimales relatives à la vidéoprotection :***

- Résolution minimale Full HD 8 méga pixels, avec vision nocturne infrarouge (portée IR  $\geq$  20 mètres pour les caméras extérieures)
- Débit d'enregistrement minimum de 15-20 images par seconde (fps) par caméra
- Capacité de stockage minimale de 30 jours à 25 fps 8 méga pixels, calculée précisément selon le nombre de caméras et leur durée d'enregistrement effective
- Stockage sécurisé, local ou sur serveur privé interne, excluant les hébergements cloud non conformes aux exigences de sécurité de l'ANSSI
- Bande passante réseau adaptée aux flux simultanés, avec prise en charge du multistreaming si nécessaire
- Accès aux flux en local
- Caméras extérieures anti-vandales, IP66 minimum, IK10 recommandé
- En cas de perte de connexion réseau, fonctionnement autonome garanti avec enregistrement local et resynchronisation automatique des données à la reconnexion

#### ***Exigences minimales relatives au dispositif anti-intrusion :***

- Détection volumétrique (intérieure) par infrarouges passifs, conforme aux normes EN 50131 grade 2 minimum ou équivalent, d'une portée minimale de 10 mètres
- Détection périmétrique (extérieure) adaptée aux typologies de zones à protéger, incluant la protection des ouvertures (portes, fenêtres) par contacts magnétiques
- Transmission IP via un protocole sécurisé (HTTPS minimum) et chiffré (AES 128 bits minimum), contrôle automatique du bon fonctionnement de la connexion internet avec détection des pannes, basculement automatique vers canal GSM/GPRS en cas de défaillance IP, test automatique mensuel de la voie de secours
- Gestion des zones avec un armement/désarmement total ou partiel par zones principales, par badge, clavier ou télécommande
- une supervision centralisée via une interface web standard (accès local et distant avec authentification sécurisée),
- des notifications d'alertes différenciées (intrusion, défaut technique....) par email et/ou SMS
- une transmission vers le centre de télésurveillance (protocole standard)
- une historisation des événements pendant minimum 3 mois avec horodatage précis des événements et une sauvegarde automatique des données sur support local.
- Une protection contre l'ouverture et l'arrachement des équipements sensibles, une autoprotection de la centrale, détecteurs principaux et sirènes et une supervision de l'état des batteries avec alertes

- des détecteurs de fumées reliés à la centrale, ainsi que les sirènes extérieures.

### ***Exigences minimales relatives au dispositif de contrôle d'accès***

Le marché a pour objet la location, l'installation, la mise en service et la maintenance d'un système de contrôle d'accès physique (badges, lecteurs, logiciels, câblage) interopérable avec le logiciel de gestion du temps CASPER en vigueur au sein de la DAAF.

L'entrée des bâtiments comprend 4 points d'accès, dont un SAS pour l'entrée principale. Les portes d'entrée sont équipées de ventouses ou gâche.

Pour information, le site est également équipé d'un dispositif d'enregistrement des heures de passage (pointages), 3 badgeuses synchronisées à l'application CASPER utilisée pour la gestion du temps des agents

Fourniture à prévoir :

- pas de badgeuses à fournir, assurer uniquement le paramétrage des badges
- le câblage et alimentation des dispositifs,
- Serveur ou logiciel de gestion des accès,

Les agents sont d'ores et déjà équipés de badges.

L'installation doit comprendre :

- la pose et le raccordement du matériel,
- le paramétrage du système, de lecteur de badge (CASPER) + la barrière d'entrée sur le site,
- la réalisation d'un test de bon fonctionnement avec synchronisation réelle des données,
- la livraison d'une documentation technique détaillée, d'un mode d'emploi, et de procédures de secours,
- la maintenance curative et préventive du matériel loué,

Les équipements devront être compatibles avec les badges existants.

Tous les échanges de données devront être sécurisés (https, SFTP, etc.) et traçables.

Le délai global d'exécution des prestations (fourniture, installation, intégration) est fixé au 20 décembre pour une notification du marché prévue au 15 octobre.

### **2.4. Clause environnementale**

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à :

- Respecter la directive européenne 2002/95/CE dite "directive RoHS" (*Restriction of the use of Hazardous Substances*) pour tous les équipements.
- Assurer la conformité CE des matériels installés.
- Privilégier, à coût équivalent, les équipements à faible consommation énergétique.
- Fournir des équipements adaptés au climat tropical humide de la Martinique.
- Respecter la réglementation sur la gestion des déchets de chantier

- Trier et assurer l'évacuation des déchets vers les filières de traitement légales (métaux, cartons, plastiques).

Le titulaire fournira un rapport synthétique annuel d'activité décrivant les actions environnementales mises en place, les quantités de déchets électroniques collectés et traités et les éventuelles améliorations environnementales proposées.

Le titulaire pourra proposer, sans surcoût, des améliorations techniques permettant de réduire l'impact environnemental du marché.

## **2.5. Clause de réexamen – matériel de réemploi**

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le présent marché prévoit une clause de réexamen permettant, à l'initiative exclusive de l'acheteur et après notification, d'autoriser l'utilisation partielle de matériel de réemploi, sous réserve des conditions suivantes :

### **a) Nature du matériel admissible**

Sont considérés comme matériel de réemploi :

- des équipements déjà installés sur les sites objets du marché, appartenant au titulaire,
- ou des équipements déplacés par le titulaire à partir d'autres sites ou stocks.

Ces équipements doivent :

- être strictement conformes aux exigences techniques du présent cahier des charges,
- bénéficier d'une garantie complète sur la durée du marché,
- être intégrés aux prestations de maintenance prévues.

### **b) Conditions de mise en œuvre**

La clause ne peut être activée que par l'acheteur, après évaluation du matériel proposé. Elle est ouverte à tout titulaire, sans distinction.

Le cas échéant, la clause donne lieu à un avenant formalisant les adaptations techniques et financières éventuelles,

La modification ainsi introduite ne devra pas modifier l'objet du marché, ni en bouleverser l'équilibre économique, et ne pourra excéder 50 % du montant initial HT du marché.

### **c) Neutralité de la clause**

L'existence de cette clause de réexamen n'affecte en rien l'analyse des offres, qui reste exclusivement fondée sur la proposition de matériel neuf exigée à la remise des candidatures.

### **3. Régime financier**

#### **3.1. Prix**

Le marché est conclu sur la base de prix forfaitaires annuels résultant de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres.

La décomposition du prix global et forfaitaire distingue des tarifs mensuels pour les locations et abonnements, afin de faciliter le règlement financier du marché.

Si une offre en location avec option d'achat est retenue :

- Le transfert de propriété pourra être exercé à la fin de chaque période annuelle
- Le cas échéant, l'acheteur notifie son choix avec un préavis de 2 mois
- Les montants de rachat sont fixés contractuellement dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

#### **3.2. Révision des prix**

Les prix sont fermes.

#### **3.3. Avance**

Une avance est appliquée selon les dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Une avance est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

#### **3.3. Périodicité des paiements**

Les prestations de location du matériel et les prestations d'abonnement font l'objet d'une rémunération forfaitaire et mensuelle.

Le paiement des loyers de location et des abonnements sera effectué par douzième mensuel à terme échu, sur présentation d'une facture conforme aux dispositions du marché.

#### **3.4. Facturation**

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>). Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS de la commande ;
- le numéro du service exécutant (SE) figurant sur la commande.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;



- le détail des prestations exécutées ;
- le détail des prix unitaires et les quantités ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA (taux en vigueur à la date du fait générateur).

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le(s) co-traitant(s) ou le sous-traitant.

#### **4. Réception – Admission des prestations**

Le déroulement des opérations de vérification, d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectue conformément aux articles 27 et suivants du CCAG FCS.

#### **5. Sanctions applicables**

##### **5.1. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1-3 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Tout dépassement des délais d'intervention entraînera une pénalité de 100 € par heure entamée, par équipement concerné.

Les pénalités s'entendent nettes de taxe. Elles sont appliquées de préférence par déduction des factures ou, à défaut, par titre de perception.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et de la commande qui lui a été passée.

##### **5.2. Exécution aux frais et risques du titulaire**

En cas de retard ou non-exécution significatifs, l'acheteur peut faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure.

##### **5.3. Résiliation**

Les clauses du chapitre 7 du CCAG FCS sont applicables.

#### **6. Litiges et contentieux (passation et exécution contractuelle)**

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir :

- le Comité consultatif interrégional de règlement amiable : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)
- le Médiateur des entreprises en Martinique, à la DEET : [972.direction@deets.gouv.fr](mailto:972.direction@deets.gouv.fr) ;  
<https://martinique.deets.gouv.fr/Mediation-des-entreprises-en-Martinique>

En cas de contentieux né de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Fort-de-France, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel :

Tribunal Administratif de Fort-de-France  
12 rue du Citronnier – Plateau Fofo – CS 17103  
97 271 SCHOELCHER Cedex

Téléphone : 05 96 71 66 67

Télécopie : 05 96 63 10 08

Courriel : [greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr](mailto:greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr)

## **7. Dérogation au CCAG de référence**

<i>Objet de la dérogation</i>	<i>Article du présent cahier des charges</i>	<i>Article du CCAG dérogé</i>
Pénalités et réfections	Article 5	<b>Article 14.1-3 du CCAG FCS</b>

**Annexe 1 - Liste des équipements loués jusqu'au 31 décembre 2025 dans le cadre du marché précédent, pour information**

***S'agissant de la vidéoprotection :***

*Bâtiment A/B et D :*

- 2 enregistreurs 8 voies HDCVI HD 8MP
- 2 XVR 16 canaux résolution 4K
- 1 KIT KVM EXTENSION TX/RX USB CONSOLE
- 1 RÉPARTITEUR VIDEO HDMI 4 VOIES
- 1 ÉCRAN LCD 32"
- 1 ONDULEUR 1000 VA
- 1 ONDULEUR 80 VA
- 3 ÉCRANS PLATS 22VGA/HDMI
- 3 DISQUES DURS SATA 6TO
- 11 DÔMES HDCVI 8MP 2,7 – 12 MM IR50M ZOOM
- 10 DÔMES HDCVI 8MP 2,7 – 12 MM IR30M ZOOM
- 4 ALIMENTATIONS EN COFFRET
- 4 BATTERIES

*Bâtiment E :*

- 1 DÔME IP 4K ANTI-VANDALE
- 3 CAMÉRAS IP 3MP
- 1 CAMÉRA IP 1080P ZOOM 12
- 1 KIT ÉMETTEUR RÉCEPTEUR WIFI
- 1 SWITCH 8 PORTS
- 1 SWITCH 5 PORTS
- 1 ONDULEUR

***S'agissant de l'alarme anti-intrusion***

*Bâtiment C :*

- 1 Centrale, 1 Batterie, 2 Claviers
- 3 Détecteurs de mouvements, 2 Contacts d'ouverture, 1 Sirène

*Bâtiment E :*

- 1 Centrale, 1 Batterie, 1 Clavier
- 6 Détecteurs de mouvements, 3 Contacts d'ouverture
- 1 Extension 8 entrées, 1 Sirène, 3 Détecteurs de fumée
- 1 Module de transmission GSM

*Bâtiments A, B & D :*

- 1 Bus centrale 16 zones, extensible à 256
- 1 Clavier, 3 Extensions bus DGP 8 zones à 32
- 1 Boîtier extension bus 4 zones/8 sorties
- 10 Cartes extension 8 zones, 2 Batteries
- 62 Détecteurs de mouvements, 17 Détecteurs magnétiques
- 1 Extension ATS 8 zones extensibles à 16, 1 Carte de transmission GSM/GPRS

***S'agissant du contrôle d'accès***

- |                                                      |                                         |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| • 1 Carte interface pour lecteur Wiegand             | 1 Bouton poussoir pour contrôle d'accès |
| • 6 Lecteurs de badges extérieurs                    | 1 DMR vert pour issue de secours        |
| • 1 Programmeur pour carte ATS1180                   | 1 Gâche électrique à émission           |
| • 3 Cartes relais 4 voies                            | 2 Grooms / Ferme-portes                 |
| • 1 Centrale 8 zones extensible à 512, 64 groupes IP |                                         |
| • 1 Batterie, 1 Carte enfichable bus d'extension     |                                         |
| • 1 Logiciel de gestion des utilisateurs             |                                         |
| • 1 DGP, contrôleur d'accès 4 portes                 |                                         |
| • 2 Alimentations en coffret, 2 Batteries            |                                         |
| • 1 Ventouse, 1 Kit équerre Z et L pour ventouse     |                                         |